

Extrait du Registre des délibérations du Bureau

Séance du Jeudi 7 Septembre 2017

Membres du Bureau en exercice : 37

Le Bureau, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du 1^{er} étage de la CAGB à Besançon, sous la présidence de M. Jean-Louis FOUSSERET, Président de la CAGB.

Ordre de passage des rapports : 0.1, 1.1.1, 1.1.2, 1.2.1, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 7.1, 7.2, 7.3, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8, 3.9

La séance est ouverte à 18h20 et levée à 20h25.

Etaient présents : M. Jean-Louis FOUSSERET, M. Gabriel BAULIEU, M. Michel LOYAT, Mme Françoise PRESSE, M. Robert STEPOURJINE, M. Pascal CURIE, M. Jean-Yves PRALON, M. Dominique SCHAUSS, M. Jean-Paul MICHAUD, Mme Elsa MAILLOT, M. François LOPEZ, Mme Karima ROCHDI, Mme Martine DONEY, M. Jacques KRIEGER, M. Yoran DELARUE, M. Christophe LIME, M. Serge RUTKOWSKI, Mme Sylvie WANLIN, M. Bernard GAVIGNET, M. Marcel FELT, M. Daniel HUOT, M. Pascal DUCHEZEAU, M. Alain LORIGUET, Mme Catherine BARTHELET, M. Pierre CONTOZ, M. Yves MAURICE, M. Michel JASSEY, M. Gilles ORY, M. Nicolas BODIN, Mme Catherine THIEBAUT, Mme Marie ZEHAF

Etaient absents : M. Alain BLESSEMAILLE, M. Anthony POULIN, M. Emmanuel DUMONT, M. Fabrice TAILLARD, M. Pascal ROUTHIER, M. Thierry MORTON

Secrétaire de séance : Mme Catherine THIEBAUT

Procurations de vote :

Mandants : A. POULIN

Mandataires : F. PRESSE

Délibération n°2017/003749

Rapport n°1.2.1 - Ajustements techniques suite à des procédures de recrutement (Directions grands travaux, architecture, urbanisme projets et planification, systèmes d'information, service communication interne, SYBERT)

**Ajustements techniques suite à des procédures de recrutement
(Directions grands travaux, architecture, urbanisme projets et planification,
systèmes d'information, service communication interne, SYBERT)**

Rapporteur : Gabriel BAULIEU, Vice-Président

Commission : Finances, ressources humaines, communication et aide aux communes

Inscription budgétaire
« Charges de personnel » Budget principal

Résumé :

Le contrat de deux agents arrivant prochainement à échéance, il est proposé de définir les conditions de renouvellement de ces contrats.

Suite à la vacance de postes, des procédures de recrutement ont été lancées. Il est proposé de retenir la candidature de personnes contractuelles et de définir les conditions de leur recrutement.

I. Renouvellement au poste de paysagiste au sein de la direction grands travaux (catégorie A, filière technique) - transformation d'un CDD en CDI

Le poste de paysagiste au sein de la direction grands travaux a été pourvu par une personne n'étant ni titulaire de la fonction publique territoriale, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Sa candidature a donc été retenue dans le cadre de l'article 3 alinéa 3 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaire relative à la Fonction Publique Territoriale.

Sous la responsabilité du directeur et au sein d'une équipe de 7 chargés d'opérations, cet agent est chargé de la gestion globale d'opérations. Il intervient de manière transversale et concertée sur les aspects esthétiques de conception en aménagement urbain et paysager. Il est assisté techniquement dans ses missions par les techniciens concepteurs-projeteurs et les chargés de travaux.

Il est rappelé que le paysagiste au sein de la direction grands travaux est chargé notamment de :

- participer à des études prospectives en collaboration avec d'autres Directions,
- collaborer à des études, à tous les stades d'avancement, de la faisabilité à l'exécution, en respectant les règles d'urbanisme en vigueur,
- intervenir dans le cadre de l'aide aux communes : assister les élus dans l'élaboration des programmes de travaux, produire les esquisses et les devis d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage et de Maîtrise d'œuvre,
- rédiger des dossiers de consultation des entreprises, gérer les marchés de travaux afférents,
- suivre les travaux jusqu'à leur réception,
- élaborer des dossiers de présentation des projets.

Le contrat de cet agent arrivant prochainement à échéance, les mesures de publicité réglementaires ont été réalisées afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant.

Cependant, il n'a pas été possible de trouver un candidat titulaire ou lauréat d'un concours de la fonction publique territoriale.

Il est donc proposé de reconduire le contrat de la personne contractuelle dans le cadre de l'article 3-3 (2°) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que « *des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.* ».

Toutefois, la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005, portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la Fonction Publique Territoriale, a modifié l'article 3-3 de la Loi du 26 janvier 1984 et prévoit que la durée des contrats successifs ne peut excéder 6 ans. Si à l'issue de la période maximale de 6 ans le contrat est amené à être reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

L'agent ayant déjà bénéficié de deux contrats à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans reconduits sans interruption, le présent contrat est d'une durée indéterminée.

Il est proposé de conclure un nouveau contrat selon les éléments suivants :

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Eléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée indéterminée à compter du 1^{er} octobre 2017,
- travail à temps complet,
- indice brut de rémunération 551 en référence au grade d'ingénieur territorial et le cas échéant le supplément familial de traitement afférant à cet indice,
- régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 25 juin 2009 (niveau 3 du grade d'ingénieur).

II. Renouvellement au poste de responsable d'exploitation de l'installation tri massification du pôle industriel du SYBERT (catégorie B, filière technique)

Par délibération du bureau communautaire en date du 5 septembre 2016, le poste de responsable d'exploitation de l'installation tri massification du pôle industriel du SYBERT a été pourvu par une personne n'étant ni titulaire de la fonction publique territoriale, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Sa candidature a donc été retenue dans le cadre de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaire relative à la Fonction Publique Territoriale.

Il est rappelé que le responsable d'exploitation de l'ITM a notamment en charge, les missions suivantes :

- coordonner les actions des différents intervenants sur le site (usagers, prestataires...) en faisant respecter les règles de sécurité :
- piloter l'exploitation de l'ITM dans le respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et des règles en vigueur,
- donner les directives pour l'organisation et l'optimisation du tri et du travail,
- gérer les stocks, arrivées et départs des matières en concertation avec le responsable logistique,
- encadrer les agents logistiques,
- coordonner les opérations de maintenance avec le responsable maintenance du pôle industriel,
- participer à la démarche qualité, sécurité, environnement (QSE) et mettre en œuvre les différentes démarches associées,
- assurer des remplacements éventuels sur la manipulation d'engins.

Le contrat de cet agent arrivant prochainement à échéance, les mesures de publicité réglementaires ont été réalisées afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant.

Cependant, il n'a pas été possible de trouver un candidat titulaire ou lauréat d'un concours de la fonction publique territoriale.

Il est donc proposé de reconduire le contrat de la personne contractuelle dans le cadre de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que, « *pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an* ».

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Éléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée d'un an à compter du 1^{er} octobre 2017,
- travail à temps complet,
- Indice brut de rémunération 377, en référence au grade de technicien principal de 2^{ème} classe, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- Régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 25 juin 2009 (niveau 4A en référence au grade de technicien principal de 2^{ème} classe).

III. Recrutement au poste de chargé de communication interne au sein du service communication interne (catégorie A, filière administrative)

Suite à une mobilité interne, le poste de catégorie A de chargé de communication interne au sein du service communication interne a été déclaré vacant. Aussi, une procédure de recrutement a été engagée afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire, ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, il a été procédé à une large publicité.

Le chargé de communication met en œuvre le plan opérationnel de communication interne et contribue à l'élaboration de la stratégie de communication interne des 3 entités, pilotée par le responsable du service. Il a notamment pour mission de :

- élaborer des outils de communication interne et en suivre la réalisation et la diffusion (MAG 3 notamment),
- organiser et structurer les actions d'accompagnement des agents :
- processus d'accueil des nouveaux agents,
- valorisation des agents en poste,
- accompagnement des départs en retraite,
- actions de professionnalisation des fonctions managériales des cadres,
- contribuer à l'organisation des événements de communication interne : séminaire de rentrée, rencontres thématiques, ateliers des cadres etc,
- apporter conseil et expertise pour la réalisation des supports de communication des services en direction des agents,
- coordonner la mise à jour des supports de communication interne, notamment des organigrammes et des listes de diffusion internes,
- contribuer aux publications sur l'intranet et au développement de l'outil en lien avec le Département des TIC,
- réaliser le suivi budgétaire mensuel, assurer les engagements et liquidations liées à l'activité du service,
- assurer la prise de photos en l'absence de disponibilité des photographes de la Direction Communication.

La personne retenue à l'issue de cette procédure de recrutement est titulaire d'un Master 2 administration des entreprises et d'une licence de droit. Elle dispose d'une expérience professionnelle de 18 mois en tant que chargé de communication interne.

Toutefois, celle-ci n'est ni titulaire, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Il est donc proposé de retenir sa candidature dans le cadre de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que *« des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels, pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse »*.

En l'espèce, le recours à un agent contractuel est justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Collectivité.

Il convient en conséquence de définir les conditions de son recrutement.

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.
- Éléments du recrutement :
- contrat de droit public,
- durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2017,
- travail à temps complet,
- indice brut de rémunération 434, en référence au grade d'attaché, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 15 décembre 2016 (grade d'attaché – groupe de fonctions A8)

IV. Recrutement au poste de chef du service infrastructures au sein de la direction des systèmes d'information (catégorie A, filière technique)

Suite au départ en retraite d'un agent, le poste de catégorie A de chef du service infrastructures au sein de la direction des systèmes d'information a été déclaré vacant. Aussi, une procédure de recrutement a été engagée afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire, ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, il a été procédé à une large publicité.

Le chef du service infrastructures a notamment pour mission de :

- encadrer le service composé de 8 agents, en charge de l'architecture, de l'administration et de l'exploitation des systèmes, serveurs, stockage et sécurisation des données, systèmes de gestion de bases de données, applications techniques (vidéo-protection, contrôle d'accès, supervision, ...), réseaux, accès télécoms et téléphonie,
- participer à la définition de la stratégie en matière de système d'information, et organiser sa mise en œuvre opérationnelle dans son domaine de compétences,
- assurer la veille technologique,
- définir l'architecture technique des solutions (architecture technique d'exécution et d'exploitation), concevoir, mettre en œuvre et maintenir en conditions opérationnelles les infrastructures, garantir un niveau de sécurité adapté (PRA/PCA),
- veiller à la cohérence, à l'interopérabilité et à l'intégration des solutions dans le Système d'Information,
- exploiter, superviser et réaliser des opérations de production (supervision, automatisation de l'exploitation, maintien en conditions opérationnelles, suivi des engagements de service, analyse des risques et participation à la démarche de sécurité du système d'information),
- gérer, en lien avec le service Administration, la commande publique pour son périmètre : acquisition, mise en œuvre et maintenance des solutions,
- élaborer les référentiels pour le périmètre d'intervention du service et mettre en œuvre l'évaluation de la valeur des projets informatiques, s'assurer de la réalisation des livrables (procédures, documentation, formation, SLA),
- participer à la définition des besoins d'informatisation des services et apporter son expertise aux autres services de la DSI,
- piloter et participer aux projets de mise en œuvre des infrastructures et applications techniques, superviser le portefeuille de projets, organiser le plan de charge et le suivi des projets (reporting),
- organiser le support de son équipe aux autres services et apporter l'assistance nécessaire à la résolution des problèmes techniques sur son périmètre,
- contrôler et assurer le suivi des prestations effectuées par des tiers (accès télécoms, hébergement, maintenance, ...).

La personne retenue à l'issue de cette procédure de recrutement est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'ENSM de Besançon et dispose d'une expérience professionnelle de 15 ans dans le domaine des réseaux et de l'infrastructure informatique, ainsi qu'une expérience de management.

Toutefois, celle-ci n'est ni titulaire, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Il est donc proposé de retenir sa candidature dans le cadre de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que « des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels, pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse ».

En l'espèce, le recours à un agent contractuel est justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Collectivité.

Il convient en conséquence de définir les conditions de son recrutement.

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Eléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2017,
- travail à temps complet,
- indice brut de rémunération 505, en référence au grade d'ingénieur, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 25 juin 2009 (niveau 3 du grade d'ingénieur).

V. Recrutement au poste d'ingénieur chargé d'opérations au sein de la direction architecture (catégorie A, filière technique)

Un poste de catégorie A de poste d'ingénieur chargé d'opérations au sein de la direction architecture a été créé. Aussi, une procédure de recrutement a été engagée afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire, ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, il a été procédé à une large publicité.

L'ingénieur chargé d'opérations représente et/ou assiste le maître d'ouvrage, sur les plans technique, administratif et financier lors des phases de faisabilité, de programmation, de conception et de réalisation de projets neufs ou de restructuration du patrimoine bâti de la Ville de Besançon, de la Communauté d'Agglomération et des communes membres du Grand Besançon.

Il a notamment pour mission de :

- apporter aux communes l'appui qu'elles sollicitent pour la réalisation de leurs investissements, en relation avec les élus municipaux concernés,
- conduire les opérations de construction / réhabilitation / restructuration jusqu'au terme de l'année de parfait achèvement :
- réaliser, participer et/ou suivre les études de faisabilité et d'opportunité,
- préparer les cahiers des charges pour les études préalables et les missions de maîtrise d'œuvre,
- participer et suivre les procédures d'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux ainsi que les missions techniques associées (programmiste, contrôle technique, coordination sécurité, etc.),
- conduire les procédures de consultation des entreprises et d'analyse des offres,
- assurer le suivi des travaux en qualité de représentant du Maître d'Ouvrage,
- participer à la mise en service de l'équipement,
- réaliser les bilans d'opérations et leur évaluation,
- gérer financièrement, administrativement et juridiquement les opérations en étroite collaboration avec les services concernés,
- assurer des missions transversales permettant d'améliorer la qualité de la maîtrise d'ouvrage,
- piloter les opérations de constructions neuves ou de réhabilitations confiées en maîtrise d'œuvre externe :
- assister le chef de projet dans l'exercice de ses missions,
- coordonner les directions pour mener à bien des actions transversales.

La personne retenue à l'issue de cette procédure de recrutement est titulaire d'un post-Master 3^{ème} cycle HMO-Np « habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en nom propre » et d'un Master 2 « matérialités et architecture des territoires ». Elle dispose d'une expérience professionnelle en assistance à maîtrise d'ouvrage publique et privée ainsi qu'en tant qu'architecte co-associée et de cadre collaboratrice technique, responsable d'opérations.

Toutefois, celle-ci n'est ni titulaire, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Il est donc proposé de retenir sa candidature dans le cadre de l'article 3-3 2^o de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que *« des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels, pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse »*.

En l'espèce, le recours à un agent contractuel est justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Collectivité.

Il convient en conséquence de définir les conditions de son recrutement.

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Éléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2017,
- travail à temps complet,
- indice brut de rémunération 434, en référence au grade d'ingénieur, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 25 juin 2009 (niveau 3 du grade d'ingénieur).

VI. Recrutement au poste de référent de secteur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) au sein de la direction urbanisme projets et planification (catégorie A, filière administrative)

Un poste de catégorie A de référent de secteur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) au sein de la direction urbanisme projets et planification a été créé. Aussi, une procédure de recrutement a été engagée afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire, ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, il a été procédé à une large publicité.

Le référent de secteur a notamment pour mission de :

- assurer le suivi technique, juridique, financier et administratif (encadrement de bureaux d'études et production en régie) des études et réflexions nécessaires aux procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme locaux, et du futur PLUi,
- effectuer l'animation de la collaboration territoriale avec les élus (conformément aux principes de la charte de gouvernance PLUi), et de la concertation des partenaires publics et privés (services des collectivités, institutions, associations...),
- être le relais du chef de projet PLUi, dans le suivi des travaux et débats tenus au sein des secteurs, selon un processus en mode-projet global, à des fins de cohérence territoriale,
- rédiger le bilan du projet PLUi, effectuer son évaluation et son suivi.

La personne retenue à l'issue de cette procédure de recrutement est titulaire d'un Master aménagement et urbanisme et dispose d'une expérience professionnelle de 13 mois en tant que chargé d'étude ou chargé de mission dans le domaine de l'urbanisme, notamment sur des PLUi.

Toutefois, celle-ci n'est ni titulaire, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Il est donc proposé de retenir sa candidature dans le cadre de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que *« des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels, pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse »*.

En l'espèce, le recours à un agent contractuel est justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Collectivité.

Il convient en conséquence de définir les conditions de son recrutement.

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Éléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée de trois ans à compter du 18 septembre 2017,
- travail à temps complet,
- indice brut de rémunération 434, en référence au grade d'attaché, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 15 décembre 2016 (grade d'attaché – groupe de fonctions A8)

VII. Recrutement au poste de géomaticien urbaniste au sein de la direction urbanisme projets et planification (catégorie B, filière technique)

Un poste de catégorie B de géomaticien urbaniste au sein de la direction urbanisme projets et planification a été créé. Aussi, une procédure de recrutement a été engagée afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire, ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, il a été procédé à une large publicité.

Il est rappelé que le géomaticien urbaniste a notamment pour mission de :

- produire et analyser l'ensemble des données géographiques liées aux documents d'urbanisme,
- mettre à jour les données graphiques du PLUi, participer activement aux révisions et modifications du PLUi en lien avec les référents de secteurs et la mission afférente,
- rédiger et suivre les procédures de marchés de production des données géographiques,
- mettre en place des outils de consultations, externes et internes, des documents d'urbanisme, les évaluer et les améliorer,
- participer à la démarche d'amélioration continue des processus de production des données liées au PLUi et des liens entre bases de données,
- assurer un appui technique, dans son domaine, aux chargés de projet et autres agents du département.

La personne retenue à l'issue de cette procédure de recrutement est titulaire d'un master 2 « conception de projets en éco-développement ». Elle dispose par ailleurs d'une expérience professionnelle de 9 ans, notamment dans le domaine de la cartographie et du SIG.

Toutefois, celle-ci n'est ni titulaire, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Il est donc proposé de retenir sa candidature dans le cadre de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que, *« pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an »*.

En l'espèce, le recours à un agent contractuel est justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Collectivité.

Il convient en conséquence de définir les conditions de son recrutement.

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Eléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée d'un an à compter du 18 septembre 2017,
- travail à temps complet,
- Indice brut de rémunération 366, en référence au grade de technicien, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- Régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 25 juin 2009 (de niveau 4B en référence au grade de technicien).

VIII. Recrutement au poste de concepteur projeteur au sein de la direction grands travaux (catégorie B, filière technique)

Suite à la mise en disponibilité d'un agent, le poste de catégorie B de concepteur projeteur au sein de la direction grands travaux a été déclaré vacant. Aussi, une procédure de recrutement a été engagée afin de pourvoir cet emploi par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire, ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, il a été procédé à une large publicité.

Sous l'autorité du chef de service du bureau d'études et en collaboration avec les différents chargés d'opérations de la direction, le concepteur projeteur est chargé de :

- produire des études et des plans de conception d'aménagement d'espaces publics, de réseaux, d'ouvrages de génie-civil... aux différents stades d'avancement des projets,
- participer à l'élaboration des pièces techniques des dossiers de consultation des entreprises (métrés, définition de matériaux, de fournitures techniques, etc.),
- participer à des réunions liées aux opérations suivies.

La personne retenue à l'issue de cette procédure de recrutement est titulaire d'un BTS gestion et maîtrise de l'eau. Elle dispose d'une expérience professionnelle de plus de 16 ans notamment en tant que technicien projeteur.

Toutefois, celle-ci n'est ni titulaire, ni lauréate inscrite sur liste d'aptitude. Il est donc proposé de retenir sa candidature dans le cadre de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, qui prévoit notamment que, « *pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an* ».

En l'espèce, le recours à un agent contractuel est justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Collectivité.

Il convient en conséquence de définir les conditions de son recrutement.

Considérant notamment :

- la déclaration de vacance de l'emploi,
- le recrutement infructueux de fonctionnaires territoriaux ou de candidats sur liste d'aptitude correspondant au profil recherché,
- les besoins de continuité du service.

Eléments du recrutement :

- contrat de droit public,
- durée d'un an à compter du 1^{er} octobre 2017,
- travail à temps complet,
- Indice brut de rémunération 366, en référence au grade de technicien, et le cas échéant le supplément familial de traitement, afférent à cet indice brut,
- Régime indemnitaire conforme aux délibérations du Conseil Districale du 15 octobre 1994 et du Conseil Communautaire du 25 juin 2009 (de niveau 4B en référence au grade de technicien).

A l'unanimité, le Bureau :

- se prononce favorablement sur le recrutement pour une durée indéterminée d'un agent contractuel sur le poste de paysagiste au sein de la direction grands travaux (catégorie A, filière technique) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-3 (2°) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le renouvellement d'un agent contractuel sur le poste de responsable d'exploitation de l'installation tri massification du pôle industriel du SYBERT (catégorie B, filière technique) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le recrutement d'un agent contractuel sur le poste de chargé de communication interne au sein du service communication interne (catégorie A, filière administrative) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-3 (2°) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le recrutement d'un agent contractuel sur le poste de chef du service infrastructures au sein de la direction des systèmes d'information (catégorie A, filière technique) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-3 (2°) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le recrutement d'un agent contractuel sur le poste d'ingénieur chargé d'opérations au sein de la direction architecture (catégorie A, filière technique) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-3 (2°) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le recrutement d'un agent contractuel sur le poste de référent de secteur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) au sein de la direction urbanisme projets et planification (catégorie A, filière administrative) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-3 (2°) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le recrutement d'un agent contractuel sur le poste de géomaticien urbaniste au sein de la direction urbanisme projets et planification (catégorie B, filière technique) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- se prononce favorablement sur le recrutement d'un agent contractuel sur le poste de concepteur projeteur au sein de la direction grands travaux (catégorie B, filière technique) à temps complet dans le cadre des dispositions de l'article 3-2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les contrats à intervenir dans ce cadre.

Préfecture du Doubs

Rapport adopté à l'unanimité. Reçu le 19 SEP. 2017

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 0



Contrôle de légalité

Pour extrait conforme,

Le Vice-Président suppléant,

Gabriel BAULIEU
1^{er} Vice-Président

Délibération du Bureau du Jeudi 7 Septembre 2017
Communauté d'Agglomération du Grand Besançon

10/10